

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 1956

78 - Yvelines

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la préfecture des Yvelines

INTERNATIONAL ALLIANCE AGAINST GENOCIDE.

Objet : faire connaître la matière juridique du Droit International Humanitaire et le droit des conflits armés ; communiquer sur les enjeux historiques, politiques et juridiques de ces disciplines et la mise en œuvre des règles qu'elles comportent, informer les populations nationales et les publics cibles potentielles ou réelles (déportés, résistants, combattants, non combattants, prisonniers, civils, et/ou victimes) concernés des règles de droit comprises dans les conventions Internationales et les législations nationales existantes en matière de droit international humanitaire et de droit des conflits armés, et spécialement pour les crimes de génocides, déportation et déplacements forcés, crime contre l'humanité, crimes dits internationaux et crimes de guerre, informer et prévenir les corps intermédiaires, les ONG et autres associations, les représentants politiques et les médias sur la survenance ou la réalisation de telles infractions et manquements aux règles du Droit International Humanitaire et au droit des conflits armés ; accompagner, assister et soutenir les individus, groupes d'individus, populations des publics cibles à ces infractions au droit international, européen et national positif ; défendre les victimes actuelles et passées (ou leurs ayants droits et représentants) de ces infractions au niveau international, européen, national et local ; produire, soutenir et transmettre le travail scientifique sur les génocides du passé et sur les génocides contemporains ; exercer ou participer à toutes actions se rattachant directement ou indirectement à son objet et destinées à permettre ou à en faciliter la réalisation ; étudier et mettre en œuvre tous les moyens de poursuivre devant les justices françaises, étrangères ou internationales, les personnes coupables, présumées impliquées dans l'exécution des génocides, obtenir des réparations pour les victimes de ces génocides ou leurs ayants droits, dénoncer les organisations, les idéologies, les méthodes de manipulation et d'action psychologique ayant permis ce crime de génocide sans exclusion de période historique ou de localisation géographique, faire connaître par tous moyens et actions connus et inconnus à ce jour (édition, web, vidéo, audio, théâtre etc) son action et ses buts ; promotion de la prise de conscience et du respect de la Déclaration Universelle des Droits Humains et des valeurs qu'ils reflètent, ainsi que de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les droits et libertés humains ; opposition aux violations du droit de toute personne, à ses convictions et du droit de toute personne à l'intégrité physique et psychique, en particulier, l'opposition par tous les moyens appropriés, indépendamment de toute considération politique ; à toutes contraintes physiques lorsqu'elles sont imposées à des personnes, du fait de leurs convictions religieuses ou pour toute autre raison de conscience ou du fait de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur, de leur langue, de leur nationalité ou de leur origine sociale, de leur situation économique, de leur naissance ou toute autre situation, à condition qu'elles n'aient pas usé

de violence ni préconiser son usage ; la possibilité d'intenter toutes formes d'actions en justice qu'offrent la loi afin de lutter contre toutes formes de racismes et de discriminations connus (ethnique, religieux, etc ;)

Siège social : 11, square Jean Cocteau, 78190 Trappes.

Date de la déclaration : 10 novembre 2021.